
Une communauté juive à reconstruire . Anvers (1944-1960)

Barbara Dickschen



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cmc/760>

DOI : 10.4000/cmc.760

ISSN : 2684-3080

Éditeur

Fondation de la Mémoire Contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2008

Pagination : 251-257

ISSN : 1377-1256

Référence électronique

Barbara Dickschen, « Une communauté juive à reconstruire . Anvers (1944-1960) », *Les Cahiers de la Mémoire Contemporaine* [En ligne], 8 | 2008, mis en ligne le 01 février 2020, consulté le 13 novembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cmc/760> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cmc.760>

Note de lecture

Une communauté juive à reconstruire Anvers (1944-1960)

Barbara Dickschen

Veerle Vanden Daelen, « *Laten we hun lied verder zingen* ». *De heropbouw van de joodse gemeenschap in Antwerpen na de Tweede Wereldoorlog (1944-1960)*, Amsterdam, Aksant, 2008, 512 p.(ISBN 978-90-5260-249-3)

Plus que toute autre communauté du pays, la communauté juive d'Anvers a payé un lourd tribut à la guerre. Décimée à plus de 65 %, elle dut se reconstruire entièrement. Dans cet ouvrage, issu d'une thèse de doctorat présentée à l'Université d'Anvers en 2006, l'historienne Veerle Vanden Daelen nous fait le récit de ce pénible et douloureux processus. C'est à travers l'étude des multiples institutions et organisations qui forment le tissu social de la vie juive dans la métropole flamande que l'auteur retrace cet épisode méconnu de l'après-guerre. En filigrane de cette histoire exemplaire de solidarité, c'est toute une communauté que l'on découvre, une véritable micro-société fonctionnant selon ses propres codes et qui, derrière une apparente homogénéité, dissimule des profils des plus variés.

Ces dernières années, et plus particulièrement depuis la description par Catherine Massange de la façon dont s'est organisée l'aide sociale juive au lendemain de la guerre (*Bâtir le lendemain. L'Aide aux Israélites Victimes de la Guerre et le Service Social Juif de 1944 à nos jours*, Bruxelles, 2002), la période de l'après-guerre suscite - enfin ! - l'intérêt des historiens. L'ouvrage de Veerle Vanden Daelen est né de cette volonté de comprendre la souffrance subie et de mesurer l'ampleur du travail effectué pour assurer un avenir à des hommes, des femmes et des enfants totalement démunis.

Pour saisir ce qui fait la singularité de cette communauté, l'historienne analyse essentiellement les principales institutions qui la structurent avant et après le conflit. Avant-guerre, la vie juive à Anvers s'avère des

plus intenses : elle est hautement diversifiée, comme en témoignent les très nombreuses associations en tout genre – clubs sportifs, cercles culturels, mouvements de jeunesse, lieux de prière et écoles complémentaires – que compte la ville. Ces différentes expressions du judaïsme s’articulent néanmoins toutes autour d’un très fort sentiment d’unité identitaire. En effet, en raison notamment de circonstances socio-économiques particulières, la communauté juive d’Anvers a toujours eu tendance à se replier sur elle-même. Une tendance qui se confirmera largement après-guerre, Anvers devenant au fil des années un des hauts-lieux de l’orthodoxie en Europe occidentale. Tandis que Bruxelles n’aura de cesse de se séculariser, Anvers choisira quant à elle résolument la voie de la tradition.

Plusieurs éléments participent de cette évolution. Ainsi la guerre eut-elle une incidence directe sur le profil sociologique de la communauté juive anversoise : avec la disparition massive des Juifs hollandais, fort sécularisés, disparaît le principal courant libéral à Anvers. Toute une classe sociale constituée de petits commerçants et d’ouvriers – celle-là même qui formait l’arrière-ban des mouvements de gauche – est également engloutie par la Shoah. Après-guerre, ceux-ci se verront en quelque sorte remplacés par de nouveaux immigrés, parmi lesquels de nombreux survivants de petites communautés hassidiques de Roumanie et de Hongrie, dont l’arrivée va affecter jusqu’à la physionomie de la communauté anversoise. Ces vagues migratoires commencent au lendemain de la guerre pour prendre fin dans la seconde moitié des années 50. En l’absence de données précises, l’auteur estime qu’à la Libération, la population juive du pays s’est réduite à un tiers de ce qu’elle était avant le conflit. Dans la seconde moitié des années 40, la tendance s’inverse et la population s’accroît de façon tout à fait impressionnante, de sorte que, vers 1950, elle a doublé en nombre. C’est alors que commence une période de stabilisation, durant laquelle les Juifs vont trouver la voie de la naturalisation et développer de nouvelles structures institutionnelles.

Au lendemain de la guerre, de retour dans des conditions difficiles, voire hostiles, les survivants se retrouvent dans un état matériel, physique et psychologique pour le moins déplorable. Rien n’est prévu pour accueillir les rescapés et les moyens manquent cruellement pour assister cette population particulièrement éprouvée. Fortement affaiblie par les événements, la communauté juive du pays n’est pas en position de revendiquer une aide quelconque du monde politique belge, dont les priorités se

situent clairement ailleurs. Les Juifs devront dès lors puiser dans leurs propres ressources pour affronter les innombrables problèmes qui se posent à eux. C'est à Bruxelles que se concentrera toute l'aide sociale juive, par le biais de l'Aide aux Israélites Victimes de la Guerre (AIVG), qui poursuit après-guerre le travail de secours entrepris par le Comité de Défense des Juifs (CDJ), le mouvement de Résistance civile en Belgique qui sauva des milliers de Juifs d'une mort certaine. Dans un premier temps, il s'agit principalement de parer au plus pressé pour ensuite s'organiser afin d'aider les victimes à réintégrer la vie économique et sociale. C'est ainsi que, peu à peu, se développe un système d'aide sociale juif permanent.

À la Libération, devant l'ampleur des besoins, il ne peut être question de reconstruction sans soutien extérieur. C'est essentiellement le Joint, l'*American Jewish Joint Distribution Committee*, une organisation juive américaine qui s'est engagée dans l'aide aux communautés juives dévastées d'Europe, qui procurera les fonds nécessaires. Le Joint a pour but de mettre sur pied des programmes d'assistance aux survivants, de prendre en charge les enfants, et spécifiquement les orphelins, et de contribuer à la relance d'une vie économique juive. La *Claims Conference*, créée en 1951 et en grande partie financée par la *Wiedergutmachung* (indemnisation des victimes du nazisme par l'Allemagne fédérale), investit quant à elle essentiellement dans la reconstruction des infrastructures culturelles et religieuses juives. Veerle Vanden Daelen nous fait remarquer qu'au regard des autres pays d'Europe occidentale, la Belgique reçoit une aide considérable de ces organisations étrangères. Une disproportion que l'auteur impute essentiellement à la ténacité de la communauté juive nationale – et surtout anversoise.

Les tensions entre les communautés juives d'Anvers et de Bruxelles seront perceptibles jusque dans l'aide sociale : la présence de nombreux sympathisants communistes, anciens résistants, au sein de l'AIVG, seul interlocuteur du Joint en Belgique, incommode Anvers. Les nombreux points de discordances entre l'AIVG à Bruxelles et sa section anversoise – et ce particulièrement en ce qui concerne le devenir des orphelins – conduiront à une scission en 1947. En 1952, la section anversoise reprendra le nom de l'institution d'avant-guerre dont en réalité elle était l'héritière, la Centrale. Car, jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, avant l'éclatement des structures communautaires, la communauté d'Anvers organise son système social de façon autonome. Il faudra attendre la fin des années 50

avant que les organisations sociales juives bruxelloise et anversoise ne se retrouvent sur le terrain.

Avec le soutien d'organisations caritatives juives étrangères, la communauté anversoise se prend peu à peu en charge, gérant les problèmes sociaux de manière interne. L'objectif principal demeure d'aider les Juifs à sortir de l'indigence et du désœuvrement. C'est à ces fins que sont organisés des cours d'apprentissage professionnel, que sont distribués des bourses d'étude et des prêts sans intérêt. Mais la renaissance d'une vie juive à Anvers ne peut se faire sans le retour de l'activité diamantaire, à laquelle la guerre avait mis un terme. D'une importance capitale pour l'économie belge, le diamant joue un rôle central au sein de la communauté. Au lendemain de la guerre, tous les moyens sont mis en œuvre pour relancer l'industrie diamantaire. Par le biais de mesures exceptionnelles, ce secteur reprend très rapidement sa vigueur d'antan, devenant en très peu de temps en Belgique le secteur professionnel dans lequel les Juifs sont les plus présents. Cette concentration dans un nombre restreint de professions – en l'occurrence, le diamant et, dans une moindre mesure, le textile – contribue par ailleurs à un fort sentiment de cohésion dans la communauté. Le diamant, qui présente la particularité de rassembler des Juifs de tous horizons, lui fournit les ressorts économiques nécessaires pour assurer une certaine forme d'autosubsistance et organiser son propre système social. Ce quant-à-soi communautaire est d'autant plus remarquable qu'il va de pair avec un grand mouvement de naturalisation des Juifs anversois à partir de la seconde moitié des années 50. Sans doute une relation particulière entre la communauté juive et son environnement direct s'est-elle créée graduellement : en échange de son savoir-faire dans le domaine diamantaire, les autorités locales et nationales semblent se montrer plus accommodantes à son égard. Ainsi, en facilitant l'accès à la naturalisation, l'intégration dans la nation est encouragée sans que soit pour autant imposée l'assimilation d'une population souhaitant explicitement restée en retrait.

Au fil du temps, les divergences idéologiques entre les deux plus grandes communautés du pays – Anvers "la religieuse" et Bruxelles "la laïque" – se marqueront de plus en plus nettement. Elles se révéleront clairement dans la différence d'approche des problèmes que suscite la récupération des enfants juifs demeurés en milieu non juif au lendemain de la guerre. L'opiniâtreté avec laquelle Anvers se lance à la recherche de ces

enfants afin de les ramener au judaïsme butera plus d'une fois sur l'incompréhension de Bruxelles, qui se montre plus conciliante. Le chapitre le plus volumineux de l'ouvrage est d'ailleurs consacré aux enfants, au centre de tous les enjeux car gage de la pérennité du judaïsme. L'auteur se penche ainsi sur la façon dont la communauté organise son enseignement. Au lendemain de la guerre, dans le souci de léguer un héritage juif – en péril – aux enfants, de nouveaux établissements scolaires juifs voient le jour tant à Bruxelles qu'à Anvers. Aujourd'hui, seule Anvers peut se targuer d'avoir une jeunesse qui, dans sa grande majorité, effectue l'ensemble de son parcours scolaire dans un environnement strictement juif.

Face à l'extrême violence de la Shoah, la religion semble constituer pour beaucoup une réponse réconfortante. Peu à peu, l'orthodoxie va investir l'ensemble des structures sociales et religieuses de la communauté, de sorte qu'elle deviendra le modèle de vie juive dominant à Anvers. Au lendemain de la guerre, des communautés ultra-orthodoxes, de type hasidique, purent s'implanter et se développer dans la métropole flamande. Bien que le monde orthodoxe soit fractionné en diverses obédiences, la population juive anversoise semble néanmoins unie autour des valeurs traditionnelles. À travers le développement et le maintien d'infrastructures sociales autonomes, Anvers se fait le porte-parole d'un judaïsme orthodoxe. La présence de courants ultra-orthodoxes n'aura de cesse au fil du temps de marquer la communauté dans sa globalité.

Pour faire l'historique de la reconstruction de la communauté juive anversoise, Veerle Vanden Daelen a dépouillé un nombre de fonds d'archives tout à fait impressionnant, tant en Belgique qu'à l'étranger. C'est d'ailleurs essentiellement sur ces sources étrangères – telles les archives du Joint, l'organisation philanthropique américaine qui fut le principal bailleur de fonds de la reconstruction – que l'auteur a dû s'appuyer. Ainsi, l'accès aux archives de la Centrale, l'organisation non religieuse qui chapeaute toute l'aide sociale à Anvers depuis 1920, lui fut-elle refusé. Si l'écrit se révèle n'avoir qu'une valeur secondaire dans un monde où l'on attache une importance primordiale aux pratiques de la vie quotidienne, on peut néanmoins s'étonner de la manière dont la communauté juive anversoise gère bien souvent son patrimoine mémoriel. En l'absence d'archives fiables, l'auteur s'est parfois vue obligée de s'en remettre à des sources scientifiquement discutables.

Loin d'être infructueuse, sa quête d'archives nous livre une somme extraordinaire d'informations à tout le moins inédites. Cette abondance de données, tout comme la complexité et l'étendue du domaine étudié, ont pour effet de rendre la lecture de l'ouvrage ardue par moment, et ce en dépit de l'effort incessant de l'auteur pour expliquer et simplifier une réalité protéiforme. Veerle Vanden Daelen a néanmoins tenu le pari difficile de nous livrer un travail autant scientifique que sensible. Par-delà le simple désir d'analyser, elle fait preuve d'une véritable capacité d'empathie pour son objet d'étude, une démarche absolument fondamentale pour saisir l'essence même de la problématique. L'ouvrage de Veerle Vanden Daelen nous aide à comprendre les mécanismes historiques qui ont fait de la communauté juive d'Anvers un monde autosubsistant largement structuré par la religion.

Remarquons toutefois qu'en mettant l'accent sur les structures communautaires, l'ouvrage risque de donner au lecteur une image quelque peu tronquée de cette population. En effet, l'impression générale qui se dégage à la lecture du livre est qu'avec l'émergence de l'orthodoxie, un contexte exclusivement religieux a pris forme, qui ne laisse que très peu de place à des modes de vie alternatifs et que la diversité s'exprime essentiellement au sein de l'orthodoxie. S'il est vrai qu'Anvers est devenu un des principaux foyers du hassidisme et que vie religieuse et vie communautaire y sont fortement intriquées, il existe néanmoins toute une frange de la population qui ne participe que de façon limitée, ou même pas du tout, à cette vie communautaire. Plus qu'ailleurs dans le pays, on note la volonté diffuse de maintenir à tout prix les traditions. La stricte observance de pratiques religieuses contraignantes conditionne toute relation au monde extérieur et entrave tout processus d'acculturation. Mais à l'intérieur même de la communauté se manifeste une pluralité d'attitudes possibles. Dès lors, on peut regretter que les autres expressions du judaïsme – ou faut-il dire judaïté ? – n'apparaissent que marginalement dans l'ouvrage. Ainsi l'auteur semble-t-elle faire l'impasse sur la classe bourgeoise, un segment important de cette population, tant numériquement que structurellement, largement responsable du retour et du maintien de l'activité diamantaire à Anvers.

Comme en témoignent les nombreux travaux scientifiques ou de vulgarisation publiés ces dernières années, la Flandre semble enfin s'intéresser à cette minorité dont le destin est, depuis des siècles, intimement lié au sien.

C'est là probablement l'un des principaux mérites de l'historien Lieven Saerens, qui avec l'ouvrage *Vreemdelingen in een wereldstad. Een geschiedenis van Antwerpen en zijn joodse bevolking (1880-1944)* (Tielt, 2000. Trad. : *Étrangers dans la cité. Anvers et ses Juifs (1880-1944)*, Bruxelles, 2005), consacré au sort des Juifs anversois sous l'occupation nazie, a ouvert une brèche dans l'historiographie flamande. Avec *Laten we hun lied verder zingen*, Veerle Vanden Daelen nous a donné un livre indispensable pour comprendre une communauté dont la vigueur et la singularité n'ont pas fini de nous étonner.